

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/GC/W/187
26 mai 1999

(99-2126)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Responsabilité des Membres vis-à-vis des mesures prises sur leur territoire
par les gouvernements ou administrations au niveau des États,
régionaux ou locaux

Proposition présentée au titre du paragraphe 9 a) i)
de la Déclaration ministérielle

Communication de la Malaisie au nom des membres de l'ANASE

La Mission permanente de la Malaisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 mai 1999.

Contexte

1. L'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC énonce l'obligation fondamentale incombant à chaque Membre d'assurer la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.
2. Toutefois, aux termes de l'article 22:9 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, il semble que l'obligation d'un Membre pour ce qui est des mesures prises par des gouvernements ou administrations régionaux ou locaux sur son territoire soit limitée à l'adoption de "toutes mesures raisonnables en son pouvoir". Sauf disposition contraire expresse, cet article est donc applicable à tous les Accords qui font partie de l'Accord sur l'OMC.
3. L'obligation de prendre des mesures raisonnables n'est pas la même que l'obligation d'assurer la conformité.
4. L'article 22:9 du Mémoire d'accord prévoit bien que les dispositions pertinentes relatives à la compensation et à la suspension des concessions ou des autres obligations sont applicables dans les cas où il n'a pas été possible d'obtenir cette conformité. Toutefois, la compensation est un acte volontaire, et la suspension des concessions ou des autres obligations n'est pas nécessairement une mesure corrective envisageable pour de nombreux Membres et en particulier pour les pays en développement Membres.
5. Le principe essentiel reste la conformité, et non la possibilité de sanctions.

Proposition

6. Il est proposé aux Ministres de confirmer l'interprétation suivant laquelle chaque Membre a toujours l'obligation fondamentale et résiduelle d'assurer la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives sur son territoire, indépendamment du niveau auquel les textes sont promulgués, avec ses obligations dans le cadre de l'OMC, même s'il a pris "toutes mesures raisonnables en son pouvoir" et si la compensation et la suspension de concessions ou d'autres obligations sont des sanctions possibles.
